Burundi : Le CPJ dénonce un "cycle continu de harcèlement de la RPA"

@rib News, 29/04/2011Au Burundi, une Ã©mission de radio populaire suspendueComitÃ© pour la protection des journalistes (CPJ) New York, le 27 avril 2011--Au Burundi, l'organe de rÃ©gulation des mÃ©dias a suspendu lundi dernier une Ã©mission de radio populaire en raison d'accusations prÃ©tendument portÃ©es par un auditeur contre le prÃ©sident de la RÃ©publique, selon des mÃ©dias et des journalistes locaux. Les 15 membres du Conseil national de la Communication (CNC), qui sont tous nommÃ©s par prÃ©sident, ont ordonnÃ© la suspension de Â«KabiziÂ», une Ã©mission matinale d'actualitÃ la principale station de radio indÃ©pendante du Burundi, Radio Publique Africaine (RPA), pour une durÃ©e de quatre jours Ã partir de lundi, selon des mÃ©dias locaux.
Cette Ã©mission en langue kirundi ouvre les antennes de cette station aux auditeurs chaque matin du lundi au vendredi avec un invitÃ© qui rÃ©pond en direct aux questions posÃ©es par tÃ©lÃ©phone, a dit au CPJ Eric Manirakiza, rÃ©dacteur en c de ladite station et Ã©galement animateur de l'Ã©mission. Dans un communiquÃ©, dont une copie a Ã©tÃ© obtenue par le CPJ le CNC a indiquÃ© que la station a Ã©tÃ© suspendue en raison de Â« graves accusations contre le chef de l'Ã‰tat Â» portÃ©e un auditeur lors de l'Ã©mission Kabizi le 21 avril courant. Selon M. Manirakiza, un auditeur a dÃ©clarÃ© sur les ondes de la station avoir combattu avec le prÃ©sident Pierre Nkurunziza pendant la guerre civile au Burundi. Cet auditeur a aussi soulignÃ© avoir vu le prÃ©sident Nkurunziza tuer un bÃ©bÃ©. L'animateur, M. Manirakiza, a alors immÃ©diatement interrompu l'auditeur et l'a exhortÃ© Ã porter ces allÃ©gations sur la guerre civile Ã la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation du Burund selon des journalistes locaux. Â«Suspendre une Ã©mission radio pour les propos d'un auditeur en direct sur les ondes est de nature punitive et cette mesure doit Ãªtre levÃ©e immÃ©diatementÂ», a dÃ©clarÃ© le coordonnateur du plaidoyer pour l'Afrique du CPJ, Mohamed Keita. Â«L'animateur de l'Ã©mission a pourtant bien rÃ©agi en interrompant l'auditeur. Cette affaire suscite donc des interrogations sur ce qui a motivÃ© la CNC Ã sanctionner la RPA, qui a dÃ©jÃ Ã©tÃ© harcelÃ©e pour couverture indÃ©pendante de l'actualitÃ© politiqueÂ», a-t-il martelÃ©.Cette sanction fait partie d'un cycle continu de harcÃ¨lement de la RPA par le gouvernement burundais pour sa couverture indÃ©pendante des sujets sensibles comme les assassinats politiques continus non Ã©lucidÃ©s dans ce pays. Dans un communiquÃ© du gouvernement le 11 mars dernier, le conseil des ministres a exhortÃ© les autoritÃ©s compÃ©tentes du pays Ã Â mettre fin Ã la dÃ©rive de la RPAÂ» et condamnÃ© la station pour avoir diffusÃ© ce que le conseil a qualifiÃ© de Â«propos outrageants contre le chef de l'Ã‰tatÂ» les et 9 mars dernier. Selon l'animateur M. Manirakiza, Alexis Sinduhije, un leader de l'opposition, par ailleurs journaliste laurÃ©at du Prix international du CPJ pour la libertÃ© de la presse et fondateur de la RPA, avait critiquÃ© le silence public du prÃ©sident sur une vague d'assassinats politiques non Ã©lucidÃ©s. M. Nkurunziza Ã©tait candidat Ã sa rÃ©Ã©lection sans opposition lors des Ã©lections prÃ©sidentielles de mai 2010 au Burundi et sa coalition au pouvoir avait raflÃ© les Ã©lections lÃ©gislatives et locales aprÃ¨s que les principaux partis d'opposition ont boycottÃ©Â le scrutin sur des allÃ©gations d'arrestations de leurs membres et de rÃ©pression violente, selon des mÃ©dias. Des membres de l'opposition, y compris ceux de l'ancien groupe rebelle des FNL, sont entrÃ©s dans la clandestinitÃ© sur fond de tensions politiques et une vague d'assassinats politiques non rÃ©solus qui menacent un accord de paix fragile signÃ© aprÃ¨s une douzaine d'annÃ©es de guerre civile qui a dÃ©truit le pays. Dans une autre affaire, Faustin Ndikumana, responsable des transports de la RPA, a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© le 13 avril courant aprÃ¨s avoir passÃ© sept mois en prison sous de fausses accusations d'atteinte Ã la suretÃ l'Ã‰tat et de distribution d'armes, selon des mÃ©dias.